

Questions orales

[Traduction]

L'ADMINISTRATION FÉDÉRALE

LES HAUSSES DE DÉPENSES ET L'ACCROISSEMENT DES
EFFECTIFS DE FONCTIONNAIRES—L'OPPORTUNITÉ DE
CERTAINES RESTRICTIONS MINISTÉRIELLES

M. Allan Lawrence (Northumberland-Durham): Monsieur l'Orateur, ma question est supplémentaire à celle que mon chef a adressée au président du Conseil du Trésor. Vu les effets inflationnistes inévitables de ces hausses massives des dépenses du gouvernement et du nombre des fonctionnaires à l'emploi du gouvernement fédéral, nous dirait-il si l'on a déjà envoyé des directives aux ministères leur recommandant de restreindre les dépenses et le nombre des emplois?

L'hon. C. M. Drury (président du Conseil du Trésor): Monsieur l'Orateur, aucune directive précise n'a été donnée. D'autre part, il est clair qu'on fera preuve de modération pendant l'année financière en cours.

M. Lawrence: Comme en 1969, le premier ministre s'est engagé à freiner l'expansion de la Fonction publique...

M. Turner (Ottawa-Carleton): Règlement. Cela prête à controverse.

M. Stanfield: C'est une bonne controverse.

M. Lawrence: ... et qu'elle a considérablement augmenté depuis. Le président du Conseil du Trésor a-t-il parlé de façon précise de l'expansion de la Fonction publique même ou le fera-t-il bientôt?

M. Drury: Je répète, monsieur l'Orateur, qu'on limitera l'accroissement comme on l'a fait dans une certaine mesure dans le passé. Les raisons de tout autre accroissement seront jugées plus sévèrement, mais je signale que depuis quatre ans, la hausse des dépenses du gouvernement fédéral en biens et services, y compris la rémunération, a été moins rapide que celle du produit national brut.

* * *

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LA LUTTE CONTRE L'INFLATION—DEMANDE DE
RESTAURATION DU POUVOIR D'ACHAT DES SALAIRES DES
TRAVAILLEURS

L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings): Monsieur l'Orateur, j'aimerais adresser une question au ministre des Finances. Comme les chiffres publiés hier par Statistique Canada révèlent que le taux du revenu moyen hebdomadaire est de 2 p. 100 inférieur au taux d'inflation, dirait-il à la Chambre s'il compte prendre des mesures pour restaurer le pouvoir d'achat des chèques de paie des travailleurs canadiens?

● (1430)

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, ces chiffres montrent également que le rapport entre le salaire et le coût de la vie s'est orienté du côté des salaires. Pour obtenir une réponse plus complète,

[M. Marchand (Langelier).]

je conseille à l'honorable député de jeter un coup d'œil sur les données de Statistique Canada, selon lesquelles le revenu personnel disponible, c'est-à-dire dont peut disposer le Canadien moyen, a augmenté de plus 6 p. 100 l'an dernier.

M. Hees: Comme le ministre sait très bien que le chiffre du revenu disponible réel comporte bien des facteurs nullement avantageux au travailleur moyen, homme ou femme, quand va-t-il cesser d'induire en erreur les travailleurs en tentant de leur faire croire qu'ils ne perdent pas beaucoup sur chaque nouveau chèque de paie qu'ils touchent?

Des voix: Règlement!

M. l'Orateur: A l'ordre!

M. Hees: Debout, debout! N'essayez pas de faire votre petit Trudeau avec moi, levez-vous et tâchez de répondre.

* * *

LES RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES

L'ACHAT PAR LE GOUVERNEMENT DE PÉTROLE DE LA
ROUMANIE—LA VÉRIFICATION AU SUJET DE CONFLITS
D'INTÉRÊTS

M. Harvie Andre (Calgary-Centre): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au président du Conseil du Trésor. A-t-il institué une enquête en vue de la vérification de l'achat de pétrole sur le marché libre par le ministère des Approvisionnements et Services? Si oui, est-il persuadé que l'achat de pétrole roumain ne comportait pas de conflits d'intérêts?

L'hon. C. M. Drury (président du Conseil du Trésor): Monsieur l'Orateur, il n'y a eu aucune enquête ni aucune vérification particulière au sujet de cette transaction.

Des voix: Oh, oh!

Une voix: Pourquoi pas?

M. Drury: En fait, j'ai de très bonnes raisons de croire qu'il n'y avait pas de conflits d'intérêts.

M. Andre: Comme le ministère des Approvisionnements et Services a bel et bien acheté une option de son propre conseiller, le ministre a-t-il au moins demandé à l'Auditeur général d'enquêter plus avant sur les achats de mazout effectués par ce ministère?

M. Drury: Monsieur l'Orateur, je pense que la question pêche par la base. Le ministère des Approvisionnements et Services n'a acheté de pétrole d'aucun de ses conseillers.

LE CONTRAT DE FOURNITURE DE MAZOUT CONCLU PAR LE
GOUVERNEMENT

M. Walter Baker (Grenville-Carleton): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire à poser au président du Conseil du Trésor. Étant donné que nous n'avons pas besoin du pétrole acheté à un prix aussi élevé, le ministre peut-il dire à la Chambre si le gouvernement a résilié le contrat de fourniture de pétrole et, dans l'affirmative, combien cela a coûté?